



## Le revenu s'accroît



En 2005, le revenu des Témiscabitiens est toujours inférieur à celui des Québécois, mais, surprise, il a crû de manière deux fois plus prononcée ici comparativement à l'ensemble de la province entre 2004 et 2005. Coup d'oeil sur les récentes données du revenu publiées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Selon l'Institut, le revenu personnel constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un territoire et renseigne adéquatement sur la richesse de la population. En 2005, le revenu personnel par habitant est estimé à 27 062 \$ en Abitibi-Témiscamingue, en hausse de 6,3 % par rapport 2004. L'ISQ explique la hausse du revenu des dernières années dans la région entre autres par la croissance de l'emploi à temps complet. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, le revenu est de 29 499 \$, en hausse de 3,4 % par rapport à 2004. C'est près de 2 500 \$ de plus qu'ici.

### Le revenu disponible

Le revenu réellement disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts versés aux administrations publiques (notamment les impôts) est de 20 449 \$ dans la région, en hausse de 4,7 % par rapport à 2004. Si ce revenu est légèrement plus important dans l'ensemble du Québec (22 123 \$), on remarque encore

ici que sa croissance a été de moindre importance entre 2004-2005 : 2,3 %.

Entre 2000 et 2003, l'écart entre le revenu disponible ici et celui du Québec s'est creusé. En 2004, la tendance s'est renversée et l'amélioration continue en 2005. Bien que moindre, le revenu disponible dans la région rattrape lentement celui du Québec.

### Le revenu d'emploi

Quant au revenu d'emploi, il a connu une importante hausse (7,6 %) entre 2004 et 2005 dans la région, s'affichant à 19 467 \$ en 2005. Au Québec, ce revenu s'élève à 21 448 \$, en hausse de 3,4 % par rapport à 2004. Dans la région, le revenu d'emploi représente 72,3 % du revenu total en 2005, comparativement à 72,7 % dans la province.

### Les placements et transferts

Sur le plan des revenus de placements, on remarque que leur ampleur est sensiblement moindre dans la région

### Ce mois-ci :

le revenu personnel, les services de garde, le patrimoine culturel ainsi que les étudiants étrangers fréquentant l'UQAT.

(1 901 \$) qu'au Québec (3 377 \$). Enfin, en 2005, les transferts des administrations publiques (allocations familiales, etc.) reçues par les Témiscabitiens s'élèvent à 5 540 \$ par habitant. Ce montant est supérieur à la moyenne provinciale, qui est de 4 548 \$.

### Un regard par MRC

Les résidents de la Ville de Rouyn-Noranda affichent à la fois un revenu, un revenu disponible et un revenu d'emploi plus élevé qu'ailleurs sur le territoire. La situation s'inverse au Témiscamingue. Notons toutefois que c'est au Témiscamingue qu'on a noté les variations 2004-2005 les plus intéressantes, et ce, pour les trois indicateurs. L'indicateur du revenu personnel disponible, après impôts, estompe certaines disparités et profite davantage aux habitants de Rouyn-Noranda, l'Abitibi et la Vallée-de-l'Or.

Quant aux revenus de placements, les plus intéressants sont ceux de la Vallée-de-l'Or et de l'Abitibi. Enfin, les transferts sont comparables, sauf au Témiscamingue où ils sont supérieurs.

Indicateurs du revenu par habitant, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, région et Québec, 2004-2005

	Revenu personnel par habitant (\$)			Revenu personnel disponible par habitant (\$)			Revenu d'emploi par habitant (\$)			Revenu de placement par habitant (\$)	Transferts des administrations publiques par habitant (\$)
	2004	2005	Var. (%)	2004	2005	Var. (%)	2004	2005	Var. (%)	2005	2005
Abitibi	26 484	27 959	5,6	20 331	21 082	3,7	19 180	20 525	7,0	2 201	5 183
Abitibi-Ouest	22 883	24 086	5,3	17 728	18 314	3,3	15 892	16 876	6,2	1 631	5 530
Rouyn-Noranda	27 682	29 127	5,2	20 898	21 675	3,7	20 608	22 222	7,8	1 699	5 152
Témiscamingue	20 992	22 831	8,8	16 611	17 828	7,3	13 320	14 621	9,8	1 225	6 926
Vallée-de-l'Or	25 907	27 813	7,4	19 908	21 062	5,8	18 483	19 889	7,6	2 318	5 551
Région	25 452	27 062	6,3	19 533	20 449	4,7	18 177	19 567	7,6	1 901	5 540
Québec	28 541	29 499	3,4	21 631	22 123	2,3	20 751	21 448	3,4	3 377	4 548

Source : Institut de la statistique du Québec. Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. [www.bdso.gouv.qc.ca](http://www.bdso.gouv.qc.ca)

# Une garde adaptée



Une enquête réalisée par l'Institut de la statistique du Québec a scruté dans les plus fins détails les besoins des parents en matière de services de garde. Trouvent-ils chaussure à leur pied quand vient le temps de faire garder leurs enfants d'âge préscolaire ? Aperçu de la situation vécue par les parents de l'Abitibi-Témiscamingue.

En 2004, parmi l'ensemble des familles de la région comptant un ou plusieurs enfants de moins de cinq ans, sept sur dix ont régulièrement recours à des services de garde, quels qu'ils soient. Cette proportion est en tous points semblable à celle du Québec. Les familles n'utilisant pas de service de garde (29 %) préfèrent que l'enfant demeure avec eux à la maison ou expliquent la situation par le fait que l'un des parents en congé de maternité, de paternité ou parental.

Parmi les familles avec enfant(s) de moins de cinq ans, plus de la moitié bénéficient d'un service de garde à 7 \$ par jour (58 %). Leur part est légèrement plus élevée dans les zones urbaines de la région (61 %) qu'en milieu rural (55 %). Si l'on exclut les familles n'utilisant aucun service de garde par choix, on remarque que 80 % des familles ayant un besoin de garde profitent d'une place à 7 \$. Cette part était de 73 % au Québec, toujours en 2004.

## Des listes toujours présentes

Malgré ces forts pourcentages, les listes d'attentes font encore partie du paysage dans la région. Parmi l'ensemble des familles avec de jeunes enfants, 18 % comptent un ou des enfants inscrits sur une liste d'attente pour un service de garde à 7 \$. La situation de ces enfants est la suivante : 46 % ne se font pas garder sur une base régulière, 34 % profitent déjà d'une place à 7 \$ mais leurs parents souhaitent qu'ils changent d'établissement et 20 % utilisent un service de garde autre qu'à 7 \$.

En dépit des listes d'attentes, la satisfaction est au rendez-vous : 91 % des enfants gardés bénéficient d'un mode de garde qui répond au souhait de leurs parents, particulièrement ceux qui jouissent d'un horaire régulier.

## Le casse-tête des horaires irréguliers

Quant aux familles dont l'un ou les deux membres travaillent ou étudient suivant

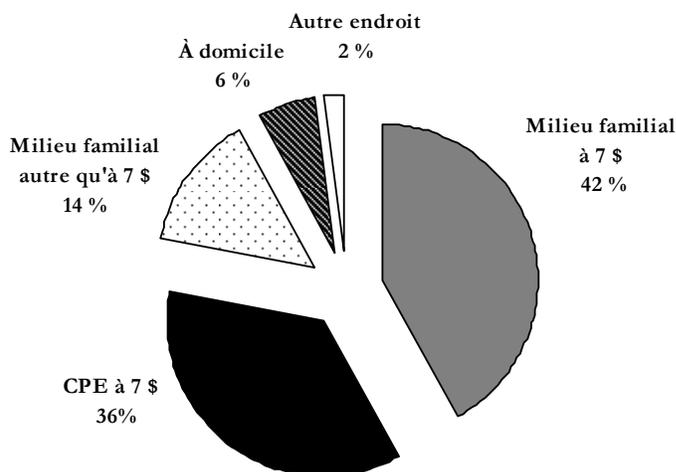
un horaire irrégulier, ce qui représente tout de même 52 % des familles de la région, leur satisfaction envers l'offre de services de garde est plus faible. En fait, 77 % des enfants gardés bénéficient d'un mode de garde qui répond au souhait de leurs parents. Dans le cas de 13 % des enfants, les parents affirment que la situation ne convient pas à leur besoin et pour 10 %, ils affirment que la situation convient partiellement. Bref, pour faire garder près du quart de leurs enfants en bas âge, les parents devant jongler avec un horaire irrégulier trouvent difficilement chaussure à leur pied parmi les services de garde disponibles autour d'eux.

Enfin, pour des motifs autres que le travail ou les études, sept familles sur dix ont, à l'occasion, besoin de faire garder leur(s) enfant(s) de moins de cinq ans. Un peu plus de sept sur dix recourent à un membre de la famille lorsque le besoin se présente, qui garde le plus souvent au domicile de l'enfant.

Note : plusieurs de ces statistiques sont disponibles selon la dichotomie rurale et urbaine.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde, 2004, 2006.*

## Modes de garde des enfants de moins de cinq ans en Abitibi-Témiscamingue, 2004



Note : le graphique concerne les enfants se faisant garder sur une base régulière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde, 2004, 2006.*

[http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/service\\_garde2004\\_pdf.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/service_garde2004_pdf.htm)

## Le portrait en 2006

Sur les 4 210 places en services de garde à contribution réduite (7 \$) prévues au plan de développement, les familles de l'Abitibi-Témiscamingue avaient accès, au 31 mars 2006, à 4 017 places, correspondant à 95 % de l'objectif visé. Ces places se répartissent ainsi : 2 421 places en CPE-milieu familial, 1 516 places en CPE-installation et 80 places en garderies conventionnées.

Source : Agence des services à la famille.

# Le patrimoine en question



Le patrimoine de l'Abitibi-Témiscamingue se compose bien souvent d'objets modestes et de lieux rappelant la vie quotidienne des pionniers. Souhaitant avoir une vue d'ensemble de l'état des collections patrimoniales de la région, et répondant à une demande du milieu, le Conseil de la culture a mené une enquête auprès des organismes qui en assurent la conservation.

Le Conseil a ciblé dans la région 31 organismes mettant en valeur son patrimoine. Les trois quarts (19) ont répondu à l'appel du questionnaire.

Parmi les organismes oeuvrant en patrimoine dans la région, la quasi-totalité sont pourvus de collections et estiment que ces dernières sont nécessaires à la réalisation de leur mandat; elles constituent l'âme de leur site et permettent d'enrichir et d'appuyer le message véhiculé par leur thématique. Les principales thématiques sont la colonisation et la vie de pionnier, les métiers d'une région en développement, le patrimoine religieux et la période comprise entre 1920-1950. Les trois quarts des organismes trouvent nécessaire d'acquérir de nouvelles collections, particulièrement les sociétés d'histoire. Tous, par contre, acceptent les dons de collections de particuliers qui, autrement, s'en débarrasseraient.

## L'organisation du travail

L'entraide et le réseautage sont parmi les principaux défis auxquels font face les organisations patrimoniales. L'ouverture semble au rendez-vous puisque la moitié des organisations se disent prêtes à céder la gestion d'une partie de leur collection à un autre organisme, tout en demeurant propriétaire et moyennant une certaine visibilité. Ce réseautage serait certainement bienvenu et faciliterait l'élagage, surtout qu'au sein des organismes faisant de la mise en valeur, 40 % des collections sont remises, dû principalement au manque d'espace.

Idéalement, les organismes du secteur patrimoine devraient être dotés d'une politique de gestion et d'acquisition ayant pour but d'encadrer leurs activités et les aider à faire les choix pertinents.

Seul le tiers (37 %) des organismes sondés possèdent une politique de gestion et d'acquisition, comme le voudrait la norme. Le Musée minéralogique de l'Abitibi-Témiscamingue et la Maison Dumulon se démarquent, bien dotés sur ce plan. Les sociétés d'histoire aussi. Sur le plan de la gestion informatisée des collections, on note que les trois quarts des organismes de la région effectuent une saisie informatisée des biens, plusieurs ayant toutefois du mal à assurer une mise à jour constante des données. Enfin, en ce qui concerne les normes de conservation en vigueur (température, humidité, etc.), l'étude montre que seuls 4 des 19 organismes interrogés s'y conforment, soit une institution muséale et trois sociétés d'histoire.

## Les ressources humaines...

Le tiers des organismes (36 %) affirment ne pas posséder les ressources humaines nécessaires pour assurer la gestion de leurs collections et 32 % soutiennent ne disposer que des ressources minimales pour le faire. Quant à la part affirmant posséder les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement, elle s'élève à 16 %. Enfin, autant voient la coordination de leurs collections assurée par l'agent de développement local de la municipalité. L'expertise permettant d'évaluer la pertinence et la valeur des collections ainsi qu'effectuer l'élagage des pièces de moindre importance est accessible à 42 % des organisations, tantôt au sein du personnel ou encore du conseil d'administration. Dans les autres cas, il est parfois nécessaire de faire appel à des historiens consultants ou à des partenaires.

## ... et financières

Les ressources financières sont manquantes pour plus de la moitié (52 %) des or-

ganismes, qui affirment ne pas posséder les sous garantissant une bonne gestion de leur collection. On compte 26 % des organismes disant ne posséder que les ressources financières minimales pour fonctionner. Celles qui évaluent leurs ressources financières suffisantes s'élèvent à 11 % des organismes interrogés et 11 % bénéficient du soutien financier de la ville. Les besoins sont supérieurs à 10 000 \$ pour la moitié des organismes. Deux les estiment plutôt entre 5 000 \$ et 10 000 \$, et les évalue à moins de 5 000 \$.

## Principaux intervenants en patrimoine ciblés par l'enquête, région, 2006

Musée de la poste  
Camp Spirit Lake  
Lieu historique national du Canada « Le dispensaire de la garde de La Corne »  
Société d'histoire d'Amos  
Comité du patrimoine de l'École du Rang II d'Authier  
Société d'histoire et d'archéologie d'Abitibi-Ouest  
Comité de développement de Rapide Danseur  
Société d'histoire et du patrimoine de la région de La Sarre inc.  
Corporation de développement de Macamic  
Société d'histoire de Rouyn-Noranda  
Corporation Archéo-08  
Société du patrimoine et de généalogie de Rouyn-N.  
Musée minier Horne  
Corporation de la maison Dumulon  
Comité de concertation régionale du patrimoine religieux  
Société d'histoire et de patrimoine de Rouyn-N.  
Société d'histoire de Guigues  
Centre thématique fossilifère  
Société du patrimoine et de généalogie de canton Nédélec  
Musée de Guérin  
Maison du Frère-Moffet  
Lieu historique national du Fort Témiscamingue  
Musée de la gare  
Société d'histoire du Témiscamingue  
Les Promoteurs d'Angliers inc.  
Musée minéralogique de l'Abitibi-Témiscamingue  
Société d'histoire de Senneterre  
Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or  
Corporation du village minier de Bourlamaque/Cité de l'Or  
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or  
Société d'histoire de Malartic

Source : Conseil de la culture. *Portrait de la gestion des collections en Abitibi-Témiscamingue, 2006.* <http://www.crcat.qc.ca/realisations/index.html>

# Étudier ici, au loin

## Sorti des presses



La période des études est souvent un moment propice à la découverte de nouveaux lieux, de nouvelles cultures. Via un programme d'échange ou de leur propre chef, de plus en plus d'étudiants provenant des quatre coins du monde choisissent de venir étudier à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Au cours des dernières années, le nombre d'étudiants étrangers s'est fait de plus en plus important à l'UQAT : de 34 qu'ils étaient en 2000, ils ont atteint le nombre de 67 en 2005, ce qui constitue presque un doublé ! Cet automne, leur nombre se gonflera certainement davantage puisqu'un contingent d'une trentaine d'étudiants chinois est attendu au campus de Rouyn-Noranda dans le cadre du baccalauréat avec majeure de création en multimédia interactif et mineure en création 3D.

Contrairement à la tendance qui veut que les filles soient nettement majoritaires à l'université - elles comptent pour 73 % de l'effectif total de l'UQAT -, les garçons sont plus nombreux parmi les étudiants étrangers, souvent attirés par les programmes de sciences qui y sont offerts. Ainsi, en 2005, 50 garçons ont choisi l'UQAT, comparativement à 17 filles.

Parmi les 67 étudiants originaires d'un autre pays que le Canada aux études à l'UQAT l'an dernier, 32 étaient inscrits dans un programme de premier cycle. Ils ont principalement choisi le baccalauréat en génie électromécanique (24). La majeure de création en multimédia interactif a, quant à lui, attiré cinq étudiants étrangers. Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle ont intéressé 23 étudiants, principalement le doctorat en sciences de l'environnement (10). La maîtrise en gestion des organisations en a attiré cinq. Enfin, 12 étudiants se sont classés dans la catégorie autre, choisissant l'UQAT surtout pour un court séjour d'une ou deux sessions.

Les étudiants étrangers ayant fréquenté l'UQAT ces dernières années provenaient principalement du Maroc et de la France. Quelques uns étaient originaires d'Algérie, du Cameroun, de la Chine, de la République Tchèque et du Sénégal.

Les étudiants étrangers qui ne sont pas inscrits à un programme d'échange doivent déboursier des montants substantiellement plus élevés que les étudiants québécois pour fréquenter les universités de la province. À preuve, un étudiant québécois inscrit à cinq cours dans un programme de baccalauréat à l'UQAT doit s'acquitter de frais de 938 \$ par semestre tandis qu'un étudiant étranger inscrit aux mêmes cours doit plutôt défrayer 5 318 \$, exception faite des Français qui profitent d'une entente les assujettissant aux mêmes frais que les Québécois. Notons par ailleurs que les étudiants étrangers ne sont pas des immigrants; leur droit de visite est temporaire.

### Nombre d'étudiants étrangers fréquentant l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, 2000 à 2005

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1 <sup>er</sup> cycle	5	7	10	15	24	32
2 <sup>e</sup> /3 <sup>e</sup> cycle	5	6	11	19	23	23
Autres	24	15	22	12	15	12
Total	34	28	43	46	62	67

Source : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.



Conseil du trésor. *L'effectif de la fonction publique du Québec, 2004-2005, 2006.*

Géologie Québec. *Bilan et faits saillants de l'industrie minière du Québec en 2005, 2006.*

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune. *Ressources et industries forestières. Portrait statistique, éd. 2005-2006, résumé, 2006.*

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. *Portrait statistique de l'éducation 2005, région de l'Abitibi-Témiscamingue, 2005.*

Ministère du développement économique de l'innovation et de l'exportation. *Coopératives du Québec. Données statistiques 2004 (édition 2006), 2006.*

Commission de la construction du Québec. *L'industrie de la construction en 2005, 2006.*

Emploi-Québec. *Le marché du travail dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, perspectives professionnelles 2005-2009, 2006.*

Société de l'assurance automobile du Québec. *Dossier statistique bilan 2005. Accidents, parc automobile, permis de conduire, 2006.*

Blanchette, Luc. *Les perspectives sectorielles et professionnelles en Abitibi-Témiscamingue, Horizon 2006 à 2008, Service Canada, 2006.*

Institut de la statistique du Québec. *Les entreprises utilisant le crédit d'impôt pour la recherche universitaire, 2006.*

LARESCO. *Rapport d'évaluation du bulletin rural régional Le Trotteur, 2006.*

Bellot, Sylvie; Beaulé, Guillaume. *Portrait de santé - Tableau de bord : Indicateurs socio-sanitaires, Éd. 2006, Agence de santé et de services sociaux de l'AT, 2006.*

**Hyperliens vers ces documents :**  
[www.observat.qc.ca/trouvailles.htm](http://www.observat.qc.ca/trouvailles.htm)

Rédaction : Julie Thibeault : [julie@observat.qc.ca](mailto:julie@observat.qc.ca)  
Collaboration : Lili Germain : [lili@observat.qc.ca](mailto:lili@observat.qc.ca)  
Mariella Collini : [mariella@observat.qc.ca](mailto:mariella@observat.qc.ca)

Tirage : 750 exemplaires

Ce bulletin est réalisé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

170, avenue Principale, bureau 102

Rouyn-Noranda (Québec), J9X 4P7

Téléphone : (819) 762-0774 Télécopieur : (819) 797-0960

Site : [www.observat.qc.ca](http://www.observat.qc.ca)

Abonnement électronique gratuit en format PDF : [observatoire@observat.qc.ca](mailto:observatoire@observat.qc.ca)

